

France-Bordeaux: Architectural, construction, engineering and inspection services

OJ S 90/2019 10/05/2019

Contract notice

Works

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: SGAP Sud-Ouest

Postal address: 89 cours Dupré de Saint-Maur

Town: Bordeaux

NUTS code: FRI12 Gironde

Postal code: 33041

Country: France

E-mail: lionel.lafargue@interieur.gouv.fr

Telephone: +33 556997753

Internet address(es):

Main address: <https://www.interieur.gouv.fr/>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: [https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=420809&orgAcronyme=g6l)

[EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=420809&orgAcronyme=g6l](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=420809&orgAcronyme=g6l)

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: [https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=420809&orgAcronyme=g6l)

[EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=420809&orgAcronyme=g6l](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=420809&orgAcronyme=g6l)

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.4. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.5. Main activity

Public order and safety

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Marché conception-réalisation passé sous la forme d'un dialogue compétitif pour la construction d'un bâtiment affecté à des services de police sur la commune de Mérignac (33)
Reference number: SGAMI33-2019-26-TX

II.1.2. Main CPV code

71000000 Architectural, construction, engineering and inspection services

II.1.3.

Type of contract

Works

II.1.4. Short description

Marché public de conception-réalisation passé sous la forme d'une procédure formalisée de dialogue compétitif en vue de la construction d'un bâtiment affecté à des services de police sur la commune de Mérignac (33) — Phase 1: appel à candidature ayant pour objet de sélectionner 6 candidats maximum.

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 5 000 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

71000000 Architectural, construction, engineering and inspection services, 45000000 Construction work

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRI12 Gironde

Main site or place of performance: 14 place Charles de Gaulle, 33700 Mérignac.

II.2.4. Description of the procurement

Marché public de conception-réalisation passé sous la forme d'une procédure formalisée de dialogue compétitif en vue de la construction d'un bâtiment affecté à des services de police sur la commune de Mérignac (33) — Phase 1: appel à candidature ayant pour objet de sélectionner 6 candidats maximum.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Critère 2 — Le respect des objectifs stratégiques de l'opération, des orientations générales du programme fonctionnel, la qualité de l'organisation des circulations et des flux / Weighting: 30

Quality criterion - Name: Critère 3 — Le respect des objectifs de qualité architecturale et environnementale des offres / Weighting: 10

Quality criterion - Name: Critère 4 — Le respect des objectifs de planning et de maintien en service du commissariat de police actuel / Weighting: 10

Cost criterion - Name: Critère 1 — Le respect des objectifs budgétaires de l'opération / Weighting: 50

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 30

This contract is subject to renewal: no

II.2.9. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged minimum number: 3Maximum number: 6Objective criteria for choosing the limited number of candidates:

Critère 1: références (appréciées à partir du cadre de présentation des références): 30 %, les références et expériences significatives et transposables au projet (appréciée au regard du cadre de réponse). La co-maîtrise d'ouvrage sera sensible:

- à la cohérence générale du travail de chacun des membres de l'équipe et notamment aux références communes,
- à des opérations réalisées sur des équipements comparables, d'envergure similaire,
- aux expériences sur des opérations portant sur des bâtiments administratifs comportant des enjeux sécuritaires (ministère de l'intérieur, de la défense et de l'administration pénitentiaire).

Critère 2: compétences et vision globale du projet (appréciées à partir de la note d'intention): 40 %, la co-maîtrise d'ouvrage sera sensible à la démonstration des candidats de leur compréhension et prise en compte des enjeux du projet, à la mise en avant de leurs compétences et de leur savoir-faire au service de l'opération.

Critère 3: composition et organisation de l'équipe (appréciée au regard du cadre de réponse et de l'organigramme de l'équipe proposé) 30 %, la co-maîtrise d'ouvrage sera sensible à la cohérence générale de l'équipe, et notamment à leur habitude à travailler ensemble, aux ressources humaines affectées à l'opération et au niveau de qualification adéquat pour exécuter le marché en assurant un niveau de qualité approprié: effectifs, encadrement, organisation de l'équipe et répartition des tâches.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Conformément aux dispositions de l'article R. 2151-8 à R. 2151-11 du code de la commande publique, une variante de type «prestations supplémentaires éventuelles» est exigée pour le marché. Elle concerne la réalisation d'un ensemble de stationnement supplémentaire en sous-sol. La co-maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de retenir ou non la présente variante au moment de la notification.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code la commande publique, les candidats peuvent se présenter seul ou sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques. Le groupement peut être conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint ou solidaire, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de la co-maîtrise d'ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire pour l'exécution du marché de

chacun des membres du groupement à l'égard de la co-maîtrise d'ouvrage. Il est souhaité que le mandataire du groupement soit le «porteur» ou à défaut le «constructeur». En application de l'article L. 2171-7 du code de la commande publique, l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation doit être identifiée dès la candidature, et réalisera les éléments de la mission définie à l'article 7 de la loi n° 85-704 du 12.7.1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, adaptés à la spécificité du marché de la présente consultation. Le concepteur devra a minima être composé de l'architecte qui pilotera l'équipe de maîtrise d'œuvre, et d'un bureau ou plusieurs bureaux d'études dont les compétences minimales sont listées ci-dessous (cf. art. 7.2). L'opérateur présentera des capacités professionnelles et techniques en conception, construction, aménagement et installations techniques de taille comparable couvrant les champs de compétences suivants:

- travaux de bâtiments tous corps d'état,
- conception architecturale de bâtiments liés à la sécurité,
- conception technique de bâtiments liés à la sécurité (VRD, structure, chauffage, ventilation climatisation, plomberie sanitaire, courants forts et faibles, VDI, coordination SSI, sûreté, acoustique),
- compétence en calculs et modélisations thermiques,
- compétence en maîtrise des coûts et coût global,
- compétence en performances environnementales bim management de niveau 2 minimum,
- compétence comptable.

Conformément à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition des équipes ne pourra pas être modifiée entre la remise des candidatures et la signature du marché sauf au titre des exceptions prévues à l'article L. 2141-13 du code de la commande publique. Les candidats sont informés:

- qu'un même opérateur économique ne pourra faire partie que d'une seule équipe candidate: il lui est donc interdit de présenter sa candidature dans plusieurs groupements,
- que la composition du groupement est intangible: il ne peut y avoir, pour la présentation des offres, de substitution de 1 ou plusieurs membres de chaque équipe ainsi constituée et sélectionnée.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Fournir une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de la création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Minima des chiffres d'affaires imposés par la co-maitrise d'ouvrage pour les 3 derniers exercices: pour la compétence «Porteur», le chiffre d'affaires minimum exigé est de 14 000 000 EUR.

III.1.3. Technical and professional ability

Selection criteria as stated in the procurement documents

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1.

Type of procedure

Competitive dialogue

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.4. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 04/06/2019 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

Date: 24/06/2019

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Sur ce marché l'acheteur public est un groupement de commande constitué d'une part, de l'état, secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur, zone de défense et de sécurité Sud-Ouest (SGAMI SO) et d'autre part, de la commune de Mérignac. Le marché est passé sous la forme d'un marché global de conception-réalisation dans le cadre d'une procédure de dialogue compétitif défini à l'article L. 2124-4 du code de la commande publique et conformément aux articles R. 2124-5, R. 2124-6 et R. 2161-24 à R. 2161-31 du code de la commande publique. Il s'agit d'un marché non alloté conformément à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique le recours au marché global de conception-réalisation — défini à l'article L. 2171-2 du code de la commande publique — est ici justifié en vertu de l'article L. 2171-4 du code de la commande publique, «l'État peut confier à un opérateur économique une mission globale portant sur:

1) la conception, la construction, l'aménagement, l'entretien et la maintenance des immeubles affectés à la police nationale, à la gendarmerie nationale, aux armées ou aux services du ministère de la défense».

La procédure se déroulera en phases successives de la manière suivante:

- 1) à l'issue de la phase candidatures: sélection de 6 candidats maximum admis à participer au dialogue;
- 2) envoi du dossier de consultation intermédiaire aux candidats sélectionnés;
- 3) 1re phase de dialogue avec les candidats sélectionnés sur la base des offres initiales;

- 4) 2e phase de dialogue avec les candidats admis à poursuivre le dialogue sur la base des offres finales (ou intermédiaires, la co-maîtrise d'ouvrage se réservant le droit d'organiser une 3e phase de dialogue le cas échéant);
- 5) attribution du marché.

Visite du site: il n'est pas prévu de visite du site durant la phase d'appel à candidature. La co-maîtrise d'ouvrage organisera une rencontre avec les 6 équipes concurrentes sur le site. Les candidats seront informés de la date de cette réunion au moment de la phase de dialogue.

attribution des primes: il pourra être attribué aux candidats admis à présenter une offre une prime allouée d'un montant de 40 000 EUR TTC maximum, sous réserve des dispositions ci-après. Dans le cas où une offre et les prestations seraient incomplètes ou ne répondraient pas au programme final, une réduction ou la suppression de la prime pourra être effectuée par le jury. Il sera procédé à la réduction de la prime dans les cas suivants, les réductions étant cumulables entre elles: l'offre n'est pas présentée selon les exigences du règlement de consultation finale: réduction de 10 %. L'offre ou les prestations ne répondent pas au niveau de détail attendu d'un scénario respectant les exigences du programme final: réduction de 15 %. L'offre et les prestations ne répondent pas à une ou plusieurs contraintes du programme final: réduction de 20 %.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif
Postal address: 9 rue Tastet
Town: Bordeaux Cedex
Postal code: 33063
Country: France
E-mail: greffe.ta-bordeaux@juradm.fr
Telephone: +33 556993800
Internet address: <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr/>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

- référé suspension (article L. 521-1 du code de justice administrative) avant la signature du marché,
- un référé précontractuel (articles L. 551-1 à L. 551-4, L. 551-10 à L. 551-12, R. 551-1, et R. 551-3 à R. 551-6 du code de justice administrative), avant la signature du marché public,
- un référé contractuel (articles L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative), dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché public et dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché dans les autres cas,
- un recours pour excès de pouvoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision attaquée. Ce recours peut être assorti, le cas échéant, d'une demande de référé-suspension (article L. 521-1 du code de justice administrative),
- un recours de plein contentieux dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation. Ce recours peut être assorti, le cas échéant, d'une demande de référé suspension (article L. 521-1 du code de justice administrative).

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif
Postal address: 9 rue Tastet

Town: Bordeaux Cedex

Postal code: 33063

Country: France

E-mail: greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Telephone: +33 556993800

Internet address: <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr/>

VI.5. Date of dispatch of this notice

06/05/2019